

Supporter les programmes de démobilisation et réintégration à travers les activités d'information et sensibilisation

Zoom Sur, no 4

Info-Sensi en contexte

Dans les pays supportés par le programme Multi-pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP), le travail des agents de communication est souvent décrit comme "information et sensibilisation," ou "info-sensi." Ces activités jouent un rôle crucial de support à la totalité du processus de démobilisation et réintégration (D&R), de sa création à sa mise en place et clôture.

« Les activités info-sensi jouent un rôle crucial pour informer le public et les bénéficiaires sur l'ensemble des composantes et activités qui forment les programmes de démobilisation et réintégration, » explique Prosper Ruvusha, Agent de sensibilisation du Programme rwandais de démobilisation et réintégration. « En informant, ils œuvrent à renforcer la confiance dans le programme et disséminer des messages positifs et pratiques qui peuvent contrer la propagande négative. »



Au début d'un programme de démobilisation et réintégration, les activités info-sensi ont pour but de préparer les fondations pour la mise en place du programme. Les programmes nationaux disséminent l'information à travers des moyens de communication appropriés de façon à garantir que toutes les parties prenantes aient accès à des informations correctes au sujet du programme et la façon dont ils seront affectés, ainsi que pour contrecarrer des frustrations ou inquiétudes potentielles.

Les combattants et leurs familles sont mis en courant des mécanismes du programme et du type de support qu'ils peuvent espérer recevoir. Ces informations servent aussi à éviter l'émergence d'attentes irréalistes de la part des bénéficiaires ; des attentes qui pourraient autrement se manifester sous formes de frustrations, et même de violence plus tard dans le processus. Les communautés de retour des ex-combattants sont quant à elles ciblées par des activités qui cherchent à adresser leurs questions, inquiétudes et peurs. D'autres initiatives cherchent à expliquer à un public plus large l'importance du processus national de

Zoom Sur

démobilisation et réintégration, accentuant souvent que le programme n'a pas un mécanisme de récompense pour la violence, mais plutôt un moyen de retour à la paix.

Les activités info-sensi au sein du MDRP

En République du Congo, une stratégie info-sensi est actuellement en cours pour appuyer le programme qui offre aux ex-combattants une assistance à la réintégration. Chaque composante du programme national est accompagnée par des efforts info-sensi.



Une séance de sensibilisation à Ewo: une femme donne son avis

Le gouvernement est engagé dans une campagne de conférences et de débats qui informe la totalité de la population –du parlementaire aux villageois –du programme et de ce dont ils peuvent en attendre.

Des comités ont aussi été créés dans huit départements affectés par le programme national. Ils continuent d'assurer la dissémination d'informations correctes au sujet de la réintégration, et sont en charge de résoudre les tensions qui pourraient subvenir durant la mise en place du projet.

Au Rwanda, le programme de démobilisation et réintégration fait face à une situation plus complexe. Le programme s'occupe clairement de la dissémination d'informations de base. Mais le programme a aussi développé une nouvelle stratégie de communication qui vise les membres des groupes armés (AG, de l'anglais) qui fuirent le Rwanda en 1994 après la fin du

génocide et résident dans d'autres pays. Le but de cette stratégie est de convaincre ces groupes qu'il est temps de déposer les armes et rentrer à la maison.

En particulier, il existe environ 8.000 combattants rwandais et approximativement 25.000 dépendants (et un nombre disputé de réfugiés non-combattants) dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). La présence de ces « combattants en sol étranger » (COFS) constitue une menace pour la sécurité nationale aussi bien que régionale, et entrave les efforts de paix et de réconciliation au Rwanda et au delà. Le gouvernement de la RDC ainsi que du Rwanda souhaitent le rapatriement de ces individus. Mais à ce jour, seulement 5 857 y ont pris part.

Ce faible taux de retour est le résultat de plusieurs facteurs. La vaste majorité des jeunes combattants rwandais ont indiqué qu'ils souhaiteraient démobilisés et rentrer au Rwanda. Toutefois, un grand nombre d'entre eux hésitent. Ils expliquent n'avoir aucune information concernant leurs familles, et craignent pour leur sécurité personnelle et matérielle si ils rentrent. Ils ont aussi peur d'être poursuivis par les *Gacaca*, ou court traditionnelles rwandaise, pour les crimes liés au génocide, ignorant que les individus de moins de 14 ans à l'époque du génocide ne sont pas éligibles. Il existe aussi de nombreux témoignages concernant des commandants de groupes armés qui essaient d'empêcher le départ des membres de leurs forces en utilisant un mélange de fausses informations, de menaces et de tactiques de peur. Un nombre de potentiels « déserteurs » ou de « déserteurs » appréhendés, ont aussi été tués pour servir d'exemple, ou au nom de la « justice ».

La nouvelle stratégie de communication a donc pour but d'augmenter le taux de répartition et de rassurer les combattants rwandais en RDC de la sécurité de leur retour, d'adresser leurs peurs concernant leur retour à la

Zoom Sur

vie civile, et transmettre des informations correctes concernant le processus de démobilisation et réintégration au Rwanda. Les sources d'information en lesquelles les COFS Rwandais ont le plus confiance sont les membres de la famille, des anciens combattants, la radio internationale, les figures religieuses et les organisations internationales. La stratégie info-sensi du Rwanda cherche donc à transmettre des informations consistantes à travers tous ces mécanismes personnels, sociaux et politiques. En parallèle, ces groupes de « messagers » doivent eux-mêmes être éduqués quant à leur rôle clé dans les efforts de répartition et de paix, et être encouragés à participer dans des activités transfrontalières d'info-sensi.



Une séance de sensibilisation à Ewo: un notable parle

Actuellement, au Rwanda, un programme hebdomadaire 'Isange Mubanyu' ('rentre librement parmi ton peuple'), et une émission radio 'Habura iki' ('que-ce qui vous empêche de rentrer?') appuient ces efforts. D'autres émissions mettent en avant des témoignages d'anciens membres des groupes armés décrivant la situation réelle au Rwanda, et leur succès dans la vie civile. Des réunions ont aussi lieu avec des ex-combattants et des dépendants, encourageant ceux encore en RDC à rentrer à la maison. Le Bureau de sensibilisation du Rwanda produit actuellement aussi un guide pour la répartition, et prépare la distribution de cassettes et films pour des activités de sensibilisation en RDC même. Des consultants travaillent parallèlement sur la création de documents supplémentaires, comme un magazine radio.

Le programme rwandais développa cette stratégie de communication en collaboration avec la mission des Nations Unies en RDC (MONUC), qui travaille pour

assurer le soutien de la stratégie du côté de la RDC.

« Il a eu des progrès remarquables dans la mise en place de la stratégie de Communication du Rwanda, » explique John Rusimbi, Agent d'information et de relations publiques pour le Programme rwandais de démobilisation et réintégration, « et le retour des combattants rwandais en sol étranger est prévu en grand nombre. »

L'Ouganda est un autre pays MDRP où les activités d'info-sensi jouent un rôle majeur. Il n'y a pas de programme national de démobilisation et réintégration pour l'armée régulière, mais plutôt un Acte d'Amnistie, sous lequel tous les rebelles ou collaborateurs peuvent renoncer à la rébellion et recevoir une amnistie officielle du gouvernement et rentrer à la maison. La Commission d'Amnistie, avec l'aide du MDRP, guide ce processus, encourage la réconciliation entre les amnistiés (rapporteurs) et la communauté et supporte le retour et la réintégration des rapporteurs.

A travers six bureaux régionaux, la commission s'efforce d'expliquer l'acte d'amnistie au public, et informe ceux considérant l'amnistie à quoi s'attendre. La radio, ainsi que les documents écrits et les réunions régionales de sensibilisation sont des outils clés de communication.

Un des plus grands défis est de transmettre le message aux combattants actifs de la *Lord's Resistance Army* (LRA) et des *Allied Democratic forces* (ADF). Durant une visite à la Commission d'Amnistie, les

Zoom Sur

commissionnaires réitérèrent que le message principal qu'ils désiraient passer aux combattants était, « Nous vous pardonnons. Rentrez à la maison. » Mais les leaders des groupes rebelles essaient souvent d'empêcher leurs membres de recevoir des informations qui encourageraient les combattants à quitter le groupe. La géographie est aussi un problème. Le nord de l'Ouganda est une région particulièrement vaste avec peu de moyens de transport, et encore moins d'infrastructures de communication avec lesquels envoyer des messages en masse.

Les activités d'info-sensi en Ouganda peuvent aussi être un sujet délicat à cause des négociations de paix entre le gouvernement et la LRA. Dans l'accord de cessation des hostilités signé l'année passée, les deux parties se sont engagées à ne pas organiser d'activités de propagande. Pour cette raison, explique Moses Draku, Agent de communication à la commission, « la commission d'amnistie doit être très prudente. Certains leaders de la LRA pourraient mal comprendre nos activités d'information-sensibilisation, et les voir comme une tactique pour affaiblir les forces et changer la balance de pouvoir durant les négociations. Sous les circonstances actuelles, suspicion et méfiance peuvent rendre même la dissémination de messages légitimes difficile. »

Tous ces obstacles mis à part, les activités d'information et de sensibilisation ont aidé à rendre l'amnistie effective. Depuis 2000, 22.000 combattants ont reçu une amnistie. A ce jour la commission œuvre de plus en plus à utiliser un mélange de moyens formels et informels pour disséminer l'information – en organisant des ateliers de travail avec la communauté, y compris les « messagers », comme les membres de familles, qui peuvent passer des informations au sujet de l'acte d'amnistie à ceux encore actifs.



Les ex-combattants dans une session d'info – sensi au Rwanda concernant la démobilisation et réintégration

Draku explique, « La résolution des conflits n'est pas une chose facile. Mais une chose est certaine, c'est qu'à travers le monde, les gens veulent maintenant résoudre les conflits avec des négociations pacifiques. Une réinstallation pacifique mène à la réconciliation et la réconciliation mène à la paix. Je suis heureux d'avoir pu contribuer à cela. »

- Avec nos remerciements sincères pour leur aide et contribution à : John Rusimbi, Agent d'information et de relations publiques du RDRP, Prosper Ruvusha, Agent de sensibilisation du RDRP, et Moses Draku, Agent de communication de la Commission d'Amnistie de l'Ouganda.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter http://www.mdrp.org/French/index_fr.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.